



## **Evaluation Rapide de la situation de la sécurité alimentaire des populations déplacées du Mont Péko**



## Table de matières

Liste des graphiques .....	3
Liste des tableaux .....	3
<b>I Contexte et justification .....</b>	<b>4</b>
<b>II Objectifs et méthodologie .....</b>	<b>6</b>
<b>II.1 Objectif général.....</b>	<b>6</b>
<b>II.2 Méthodologie .....</b>	<b>6</b>
II.2.1 Couverture géographique et base de sondage .....	6
II.2.2 Echantillonnage .....	6
II.2.3 Outils de collecte des données.....	7
<b>III Principaux Résultats .....</b>	<b>8</b>
<b>III.1 Caractéristiques sociodémographiques des populations enquêtées .....</b>	<b>8</b>
<b>III.2 Moyens d'existence.....</b>	<b>8</b>
<b>III.3 Agriculture .....</b>	<b>10</b>
<b>III.4 Situation de la sécurité alimentaire.....</b>	<b>11</b>
III.4.1 Sources de nourriture : Céréales, racines et tubercules et légumineuses .....	11
III.4.2 Accès au marché.....	11
III.4.3 Score de consommation alimentaire.....	13
III.4.4 Indice des stratégies d'adaptation alimentaires réduit (rCSI).....	14
III.4.5 Stratégies de survie basées sur les moyens d'existence .....	15
III.4.6 Part des dépenses alimentaires :.....	16
III.4.7 Indice de sécurité alimentaire/ analyse CARI: .....	18
III.4.8 Profils des personnes en insécurité alimentaire : .....	21
<b>IV Conclusions : .....</b>	<b>23</b>
<b>V Recommandations :.....</b>	<b>24</b>

## Liste des graphiques

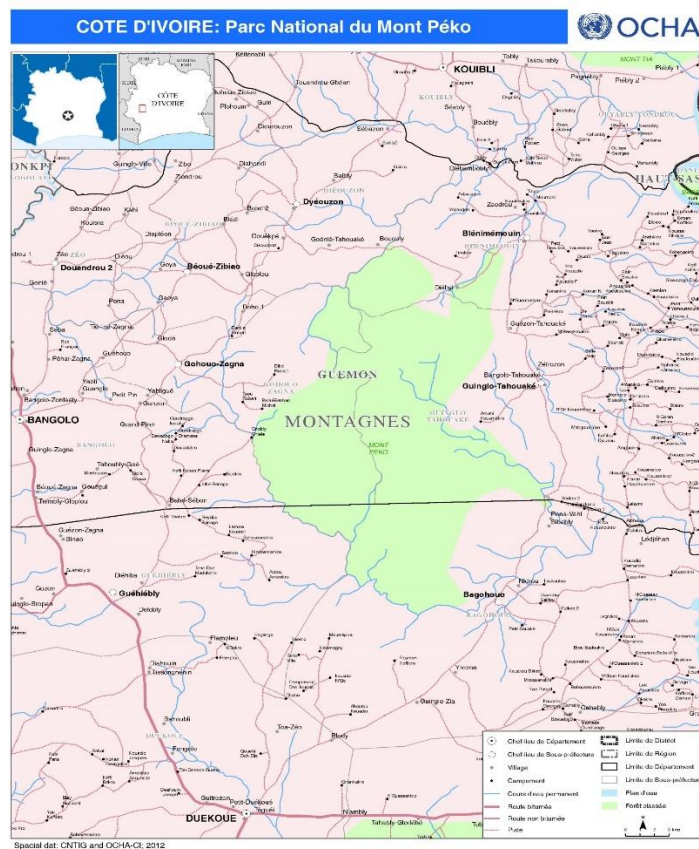
Graphique 1: Répartition des personnes déplacées internes du Parc du Mont Péko .....	5
Graphique 2: Sources de revenu par groupes de ménages .....	10
Graphique 3: Sources de céréales, tubercules et légumineuses par types de populations .....	11
Graphique 4: Score de consommation alimentaire.....	13
Graphique 5: Score de consommation alimentaire par types de ménages: .....	14
Graphique 6: Prévalence d'insécurité alimentaire par types de populations .....	20
Graphique 7: Prévalence d'insécurité alimentaire et sources de revenu – Populations déplacées .....	21
Graphique 8: Prévalence d'insécurité alimentaire et sources de revenu – Populations hôtes .....	22

## Liste des tableaux

Tableau 1: Domaines d'intervention d'assistance aux populations déplacées et agences responsables .	5
Tableau 2: Moyens d'existence avant et après le déplacement .....	9
Tableau 3: variations des prix des denrées alimentaires entre 2015 et 2016.....	12
Tableau 4: Score de consommation Rapid EFSA 2016 et ENV 2015 .....	14
Tableau 5 : Stratégies d'adaptation utilisées .....	15
Tableau 6: Stratégies de survie par zones géographiques et par type de populations .....	16
Tableau 7: Part des dépenses alimentaires par type de populations .....	17
Tableau 8: Description des catégories de sécurité alimentaire.....	18
Tableau 9: Console de la prévalence d'insécurité alimentaire .....	19

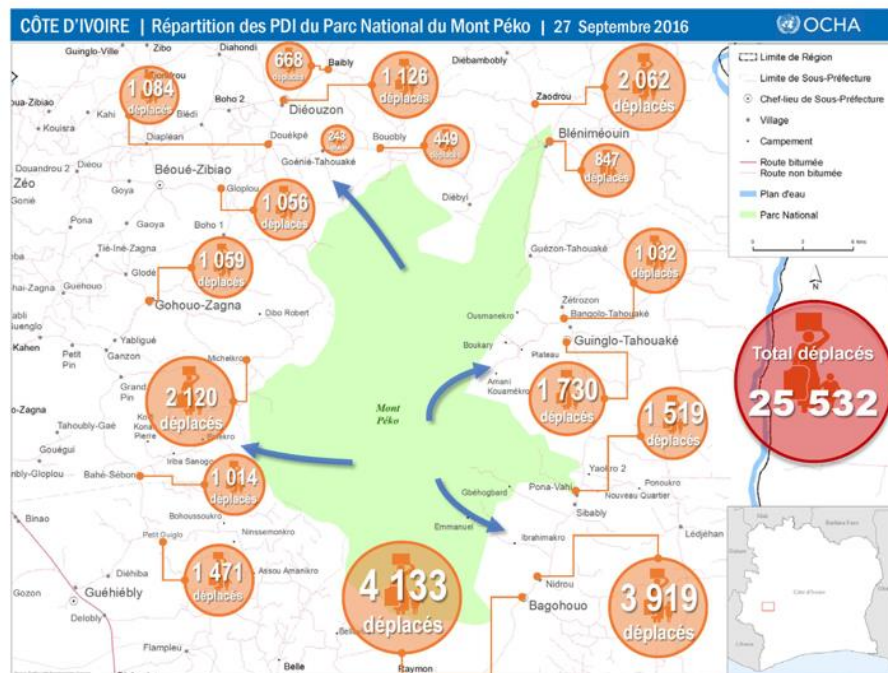
# I Contexte et justification

Le Gouvernement ivoirien a entrepris ces dernières années la reprise en main des forêts classées, des parcs et réserves sur l'étendue du territoire qui ont été occupés illégalement par les populations suite à la crise post-électorale. Par conséquent, le gouvernement ivoirien a commencé la relocalisation des populations en dehors de ces zones. En ce qui concerne spécifiquement le parc du Mont Péko, la relocalisation par le Gouvernement a démarré depuis 2013 avec comme date butoir le mois de juillet 2016 (date à laquelle 100% des populations devait être évacuée du Parc). Suite à l'intervention de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), les occupants (autochtones et allogènes) ont massivement quitté le parc depuis le 25 juillet 2016, abandonnant leurs biens et leurs moyens de subsistance (y inclus les productions de cacao sur pied).



Sous la coordination d'OCHA, les acteurs humanitaires, dont le PAM, ont mené une évaluation rapide des besoins humanitaires suite à l'opération d'évacuation « coup de poing » du 11 au 19 août 2016. Cette évaluation a estimé le nombre de personnes déplacées du Mont Péko à 25 532 (**Graphique 1**). A ce chiffre s'ajoute 21 619 riverains qui se sont retrouvés déplacés également du fait de l'extension de la limite du Parc du Mont Péko.

**Graphique 1: Répartition des personnes déplacées internes du Parc du Mont Péko**



Source : OCHA, Septembre 2016

L'évaluation a ainsi dégagé les besoins immédiats dans les domaines de la sécurité alimentaire, du logement et articles non alimentaires, de la santé, de l'éducation, de l'eau/assainissement et de la protection/cohésion sociale des populations évacuées ainsi que les populations qui les ont accueillis (notion de population hôte).

Après l'évaluation des besoins, les différentes agences ci-dessous ont mis en place des activités d'assistance dans plusieurs domaines comme résumé dans Le **tableau 1**.

**Tableau 1: Domaines d'intervention par agence**

Domaines d'intervention	Agences responsables
Appui alimentaire	PAM, MSCSIV
Agriculture	FAO
WASH	UNICEF, IRC, UNFPA
Santé/nutrition	CRF, IRC, UNFPA, UNICEF, OMS
Education	UNICEF
Protection	UNFPA, UNICEF, Save the Children
NFI	UNICEF

Source : OCHA, Septembre 2016

Afin de disposer d'informations plus détaillées sur la sécurité alimentaire des populations déplacées et des communautés hôtes, le PAM et ses partenaires ont mené une enquête rapide d'analyse de la sécurité alimentaire du 10 -14 Octobre 2016. Ce rapport fait état des résultats issus de cette enquête.

## **II Objectifs et méthodologie**

### ***II.1 Objectif général***

L'enquête rapide vise à faire une évaluation de la sécurité alimentaire des ménages déplacés du Mont Péko et des communautés hôtes en intégrant dans l'analyse les facteurs et risques de vulnérabilité alimentaire.

Il s'agit spécifiquement de :

- Établir une typologie des communautés vulnérables ;
- Déterminer les caractéristiques démographiques et socio-économiques ;
- Déterminer l'évolution des moyens d'existence ;
- Déterminer le niveau de consommation alimentaire et la diversité ;
- Déterminer les stratégies de survie développées ;
- Analyser le fonctionnement des marchés ;
- Identifier des facteurs de risque et d'aggravation de l'insécurité alimentaire ;

### ***II.2 Méthodologie***

#### **II.2.1 Couverture géographique et base de sondage**

L'enquête a été menée dans les localités d'installation des populations déplacées du Mont Péko situées dans les départements de Duékoué et de Bangolo (Voir Annex 1). Compte tenu des besoins urgents en informations, l'accent a été mis sur les localités les plus affectées, à forte concentration de personnes déplacées.

#### **II.2.2 Echantillonnage**

Deux approches ont été utilisées pour la réalisation de cette enquête : une approche qualitative et une approche quantitative.

(1) L'**approche qualitative** a consisté à la conduite (i) de Focus group dans des villages d'installation des populations déplacées – parmi les 28 - ainsi que des (ii) interviews individuelles. Sept villages ont été sélectionnés en fonction de l'importance du nombre de déplacés. Les focus groups ont été conduits auprès des chefs des communautés (autochtones, allogènes et déplacés), des déplacés et des membres des familles hôtes.

(2) L'**approche quantitative** a consisté à administrer des questionnaires ménages auprès de déplacés et des ménages hôtes. Elle a été conduite de manière à produire les indicateurs corporatifs de sécurité alimentaire du PAM (indice de sécurité alimentaire, score de consommation alimentaire, stratégies de survie, diversité de la diète, évolution des moyens d'existence, etc.).

Cette enquête a été réalisée grâce à un sondage aléatoire simple pour constituer l'échantillon auprès des populations hôtes et des ménages déplacés. Le plan de sondage adopté a permis de disposer d'un échantillon représentatif des populations déplacés et des populations hôtes afin d'en faire des analyses comparées.

Au total l'enquête a couvert 625 ménages, dont 343 ménages déplacés et 282 ménages hôtes.

### **II.2.3 Outils de collecte des données**

(1) **Le questionnaire communautaire (approche qualitative - focus)** a été administré auprès des communautés afin de collecter des informations sur :

- Prix des produits alimentaires dans les marchés locaux ;
- Agriculture et économie de subsistance des populations hôtes ;
- Sources de revenu actuelles et perspectives.

(2) **Le questionnaire ménage (approche quantitative)**: a été administré aux ménages afin de collecter les données suivantes :

- Structure du ménage ;
- Consommation alimentaire et sources des aliments consommés ;
- Stratégies de survies adoptées ;
- Diversité alimentaire ;
- Sources de revenu.

## **III Principaux Résultats**

### ***III.1 Caractéristiques sociodémographiques des populations enquêtées***

Selon les données issues de l'enquête, les caractéristiques des populations enquêtées sont les suivantes :

- Dans l'ensemble, les ménages sont dirigés par des hommes : 86,7% contre 13,3% pour les femmes (ménages déplacés 88% sont dirigés par des hommes ; ménages hôtes 85,1%)
- Dans l'ensemble, 62,2% des ménages sont dirigés par des personnes qui n'ont jamais été à l'école ou qui sont seulement alphabétisés, 25% ont un niveau d'éducation primaire et 12,6% secondaires.
- Dans l'ensemble 86,6% des chefs de ménages sont mariés, 8,2% sont célibataires, 2,9% sont veufs, 2% sont divorcés.
- Les ménages sont en moyenne composés de 7,14 personnes dans l'ensemble. De plus, la taille médiane des ménages est de 7, ce qui signifie que la moitié des ménages bénéficiaires sont composés d'au moins de 7 personnes.
- Depuis qu'ils ont quitté le Mont Péko, près de 63,8% des ménages déplacés vivent dans leur propre domicile. Pour les autres ménages déplacés, 18,1% vivent en familles d'accueil (riverains), 10,2% vivent chez des familles d'accueil qui ont quitté le parc du Mont Péko avant Juillet 2016 et 7,9% louent des maisons.
- L'âge moyen des chefs de ménages est de 39 ans dans l'ensemble. Les hommes chefs de ménages (39 ans) sont moins âgés que les femmes chefs de ménages (43 ans).
- La majorité (66,8%) des ménages déplacés envisage de rester définitivement dans les villages qu'ils occupent, 21% envisagent de se déplacer et 12,2% ne savent pas.

### ***III.2 Moyens d'existence***

Depuis leur déplacement du parc du Mont Péko, les familles déplacées s'engagent plus dans des activités précaires pour subvenir à leurs besoins alimentaires et non-alimentaires. Le travail journalier représente actuellement la principale source de revenu de près de 61,7% de ces populations, suivi par le petit commerce qui concerne 10,7%, l'aide extérieur (5%), les petits métiers (4,4%) et le recours au crédit (3,9%). La production et la vente des cultures de rente,



vivrières et maraichères qui étaient les principales sources de revenu de près 93,2% de ces populations avant leur déplacement ne concernent aujourd’hui que 9,4% des ménages. A contrario, les populations hôtes s’engagent plus dans les activités agricoles : (i) production/vente de cultures de rente ou maraichères, qui concernent 33,6% et (ii) production/vente de cultures vivrières (22,6%). En retrait de ces activités, le travail journalier et les petits métiers concernent 27,1% des populations hôtes tandis que le petit commerce (7,7%).

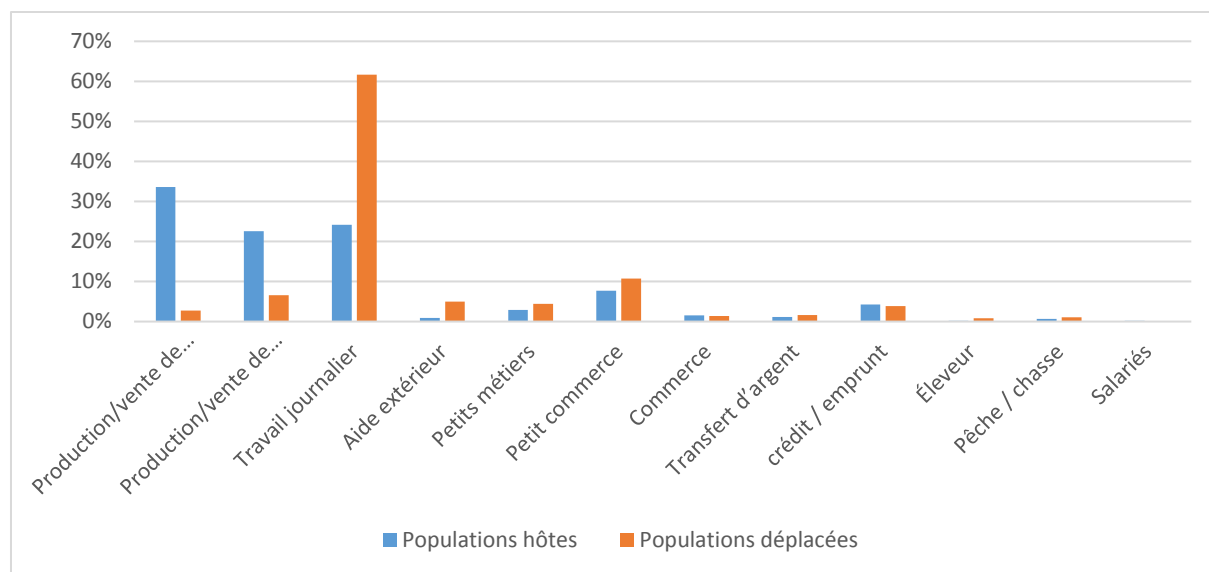
**Tableau 2: Moyens d’existence avant et après le déplacement**

Source de revenu des déplacés	Avant le déplacement	Actuellement
Production/vente de cultures de rente ou maraicher	51,3%	2,8%
Production/vente de cultures vivrières	36,9%	6,6%
Travail journalier	5,0%	61,7%
Petit commerce	3,2%	10,7%
Aide extérieure	0,7%	5,0%
Petits métiers	0,7%	4,4%
Commerce	0,7%	1,4%
Éleveur	0,7%	0,8%
Transfert d’argent	0,4%	1,7%
Pêche / chasse	0,2%	1,1%
crédit / emprunt	0%	3,9%
Autres	0,2%	0%
<b>Total</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>

*Source : rEFSa Octobre 2016 (Données quantitatives)*

L’analyse comparative des moyens de subsistance entre les populations hôtes et celles déplacés (**Graphique 2**) nous montre que la majorité des déplacés s’engagent dans des activités précaires et irrégulières (travail journalier, petits métiers, petit commerce) et dépendent de l’assistance extérieure, tandis que les populations hôtes s’engagent plus dans les activités agricoles qui génèrent des revenus plus réguliers. Cette différence s’explique par le fait que seulement 14,9% des déplacés ont eu accès à la terre après leur déplacement et seulement 9,4% entretiennent actuellement des activités agricoles.

**Graphique 2: Sources de revenus par groupe de ménages**



Source : rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)

### **III.3 Agriculture**

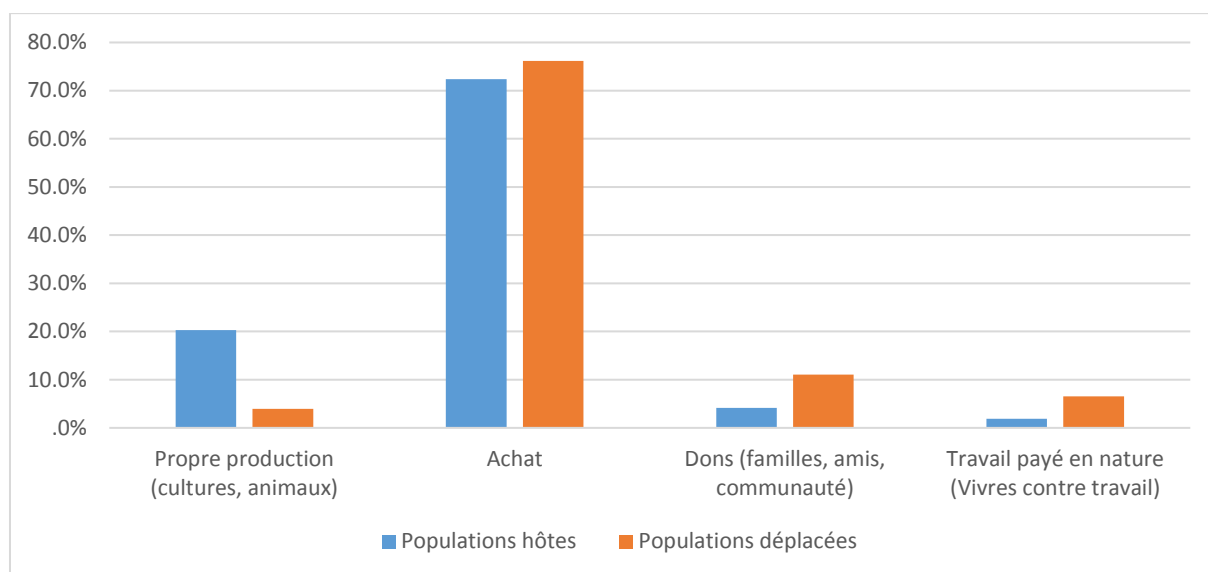
Les ménages hôtes des zones de déplacement se sont engagés dans des activités de culture vivrières et de culture de rente durant la saison agricole 2016/2017. Parmi ces ménages, 79,4% estiment ne pas avoir eu suffisamment de terre et 80,5% pas suffisamment de semences pour exercer l'agriculture pendant la saison agricole courante. Selon les ménages hôtes interviewés, les raisons de manque de terre sont par ordre d'importance : 1) l'élargissement récent en superficie du parc du Mont Péko (réduisant les terres productives) 2) le partage des terres avec les populations déplacées, 3) les conflits fonciers et enfin 4) les raisons d'insécurité. De plus, 88% des ménages ayant pratiqué l'agriculture estiment que les récoltes des cultures vivrières en 2016 sont moins bonnes comparées à celles d'une année normale.

### III.4 Situation de la sécurité alimentaire

#### III.4.1 Sources de nourriture : Céréales, racines et tubercules et légumineuses

La première source de nourriture pour la majorité des populations hôtes et des populations déplacées est l'achat dans les marchés locaux (74,4%) suivie par la production propre (11,7%) et par les dons de familles et amis (12,4%).

Graphique 3: Sources de céréales, tubercules et légumineuses par types de populations



Source : rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)

L'achat reste la source de nourriture la plus importante pour les deux groupes, soit 76,1% pour les déplacés et 72,4% pour les populations hôtes.

L'analyse comparative des deux groupes de population montre que 20,3% des populations hôtes ont accès à la nourriture de leur propre production contre seulement 4% des déplacés. On remarque aussi, que la dépendance des dons de la famille est plus importante chez les ménages déplacés (11,1%) que chez les ménages hôtes (4,1%). Le travail payé en nature représente la source de nourriture de 6,5% des populations déplacées.

#### III.4.2 Accès au marché

Le riz importé est la principale culture céréalière consommée par les ménages à l'Ouest. Cette situation entraîne une forte dépendance des ménages par rapport au marché pour couvrir les besoins céréaliers. L'analyse comparative des prix de cette denrée sur le marché est un indicateur de la capacité des ménages à accéder à la nourriture.

L'analyse des prix des denrées alimentaires de septembre – Octobre 2016 comparée à Septembre- Octobre 2015 (**Tableau 3**), montre une hausse générale des prix des denrées alimentaires de base (riz local, riz importé, manioc, poisson congelé, viande de bœuf, huile raffinée et huile de palme artisanale...). En effet, comparé à Septembre-Octobre 2015, on note des hausses pour le riz local (23%), riz importé (25%), manioc (50%), poisson congelé (28%), viande de bœuf (16%), huile raffinée (16%) et huile de palme artisanale (23%) sur les marchés ruraux de l'Ouest en Septembre - Octobre 2016. Les produits alimentaires qui ont enregistré les plus hautes variations sont l'igname (100%) et la banane plantain (85%).

**Tableau 3: Variations des prix des denrées alimentaires entre 2015 et 2016**

Produits alimentaires	Septembre - Octobre 2015			Septembre - Octobre 2016			Taux de variation (%)
	Prix minimum	Prix maximum	Moyenne	Prix minimum	Prix maximum	Moyenne	
<b>Riz local (Kg)</b>	250	400	325	350	450	400	23
<b>Riz importe(Kg)</b>	250	350	300	300	450	375	25
<b>Mais grain (Kg)</b>	100	500	300	200	600	400	33
<b>Farine de maïs (Kg)</b>	100	500	300	150	600	375	25
<b>Arachides décortiquées (Kg)</b>	150	1000	575	200	1000	600	4
<b>Manioc (Kg)</b>	50	350	200	100	500	300	50
<b>Igname (Kg)</b>	150	500	325	300	1000	650	100
<b>Banane Plantain (Kg)</b>	25	300	162,5	100	500	300	85
<b>Viande de bœuf (Kg)</b>	2000	2500	2250	2400	2800	2600	16
<b>Poisson congelé (Kg)</b>	250	1200	725	350	1500	925	28
<b>Huile raffinée (litre)</b>	800	1100	950	1000	1200	1100	16
<b>Huile rouge (litre)</b>	500	1000	750	650	1200	925	23

Source : rEFSA Octobre 2016 (Données qualitatives)

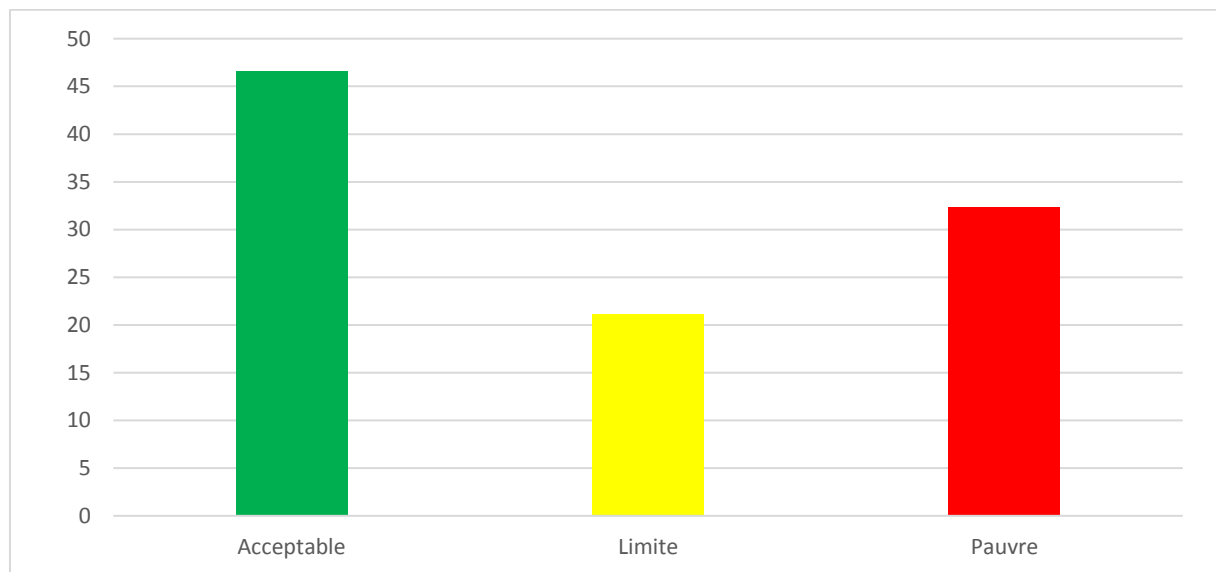
De plus, la majorité des populations dans les zones de retour dépendent des marchés pour accéder aux différents produits alimentaires (surtout les populations déplacées puisqu'elles ont perdu leurs moyens principaux de subsistance). Une éventuelle hausse des prix conjuguée à une forte dépendance aux marchés peut augmenter la vulnérabilité économique des ménages.

### **III.4.3 Score de consommation alimentaire**

Le score de consommation alimentaire (SCA) est le résultat des mesures du nombre de différents groupes d'aliments consommés par des personnes et la fréquence à laquelle ces aliments sont consommés. Il permet de mesurer la diversité de l'apport alimentaire mais pas la quantité. Il a été démontré que le SCA est significativement corrélé avec la consommation de calories par personnes (IFPRI 2006, Coates et al. 2007).

La vue d'ensemble des scores de consommation montre que 32,3% des ménages sondés ont une consommation alimentaire faible, 21,1% ont une consommation limite alors que seulement 46,6% ont une consommation acceptable (**Graphique 4**).

**Graphique 4: Score de consommation alimentaire**



*Source : rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

La pauvre consommation alimentaire est synonyme d'une consommation basée sur des produits à faible valeur nutritionnelle, celle-ci étant basée sur une consommation quotidienne de céréales et de tubercules et sur une faible consommation de produits laitiers et d'origine animale.

Le **tableau 4** ci-dessous donne une indication sur les niveaux de consommation dans les zones de déplacement, plus préoccupants que ceux de la moyenne régionale issue de l'ENV de 2015.

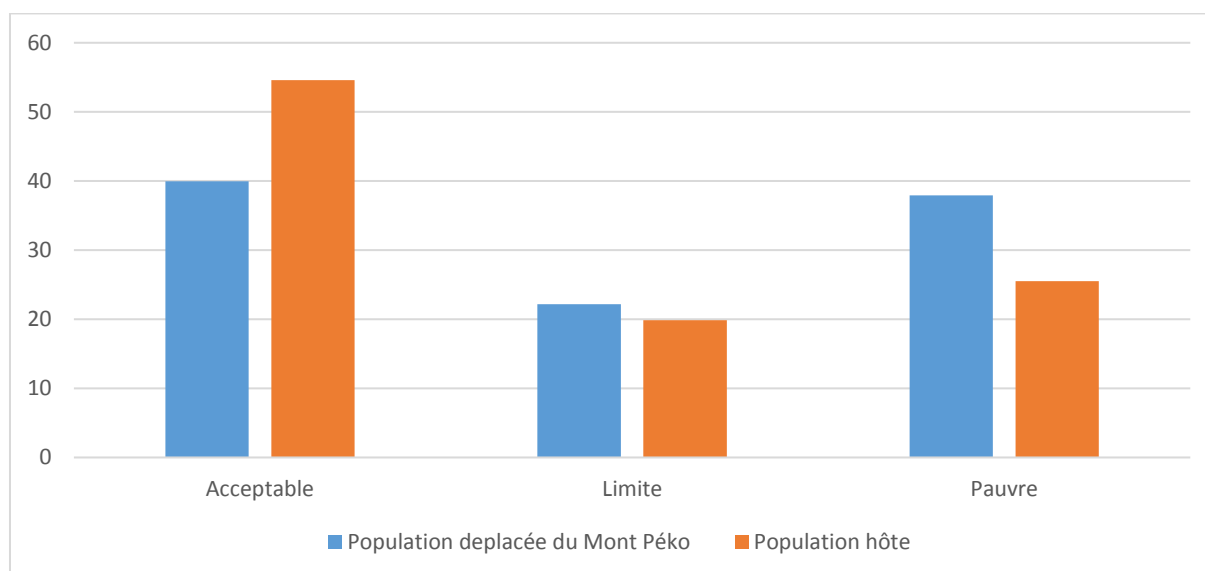
**Tableau 4: Score de consommation Rapid EFSA 2016 et ENV 2015**

	Pauvre	Limite	Acceptable
Mont Péko	32,3%	21,1%	46,6%
Guemon (ENV 2015)	8,1%	17,5%	74,4%

Source : rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives) et ENV 2015

Le **graphique 5** affiche la comparaison des scores de consommation entre les populations déplacées et les populations hôtes. Le nombre de ménages enregistrant des scores de consommation acceptable est beaucoup plus élevé chez les populations hôtes (54,6%) que chez les populations déplacées (39,9%), tandis que les scores de consommation faible sont - de fait - plus importants chez les populations déplacées (37,9% contre 25,5%).

**Graphique 5: Score de consommation alimentaire par types de ménages:**



rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)

### III.4.4 Indice des stratégies d'adaptation alimentaires réduit (rCSI)

L'indice des stratégies d'adaptation ou alimentaires, compte la fréquence et la gravité des comportements dans lesquels les gens s'engagent quand ils n'ont pas assez de nourriture ou pas assez d'argent pour acheter de la nourriture (Maxwell et Caldwell 2008).

Lorsque les ménages rencontrent des difficultés pour subvenir à leurs besoins alimentaires, ceux-ci recourent à ce qu'on appelle des stratégies d'adaptations alimentaires. Au total, plus de 75% des populations sondées s'engagent dans des stratégies sévères notamment la dépendance au support familial pour l'accès à la nourriture ou encore la réduction des quantités consommées par les adultes afin que les enfants puissent manger suffisamment. Cette dernière est considérée

comme la plus sévère car elle réduit la productivité des adultes et peut par conséquent réduire le revenu familial.

Le **tableau 5** montre le pourcentage de ménages ayant recours à chacune des stratégies (spécifié par groupes de populations). Le recours à des stratégies alimentaires est plus accentué chez les déplacés que chez les populations hôtes.

**Tableau 5 : Stratégies d'adaptation utilisées**

Stratégies D'adaptation	Population déplacée du Mont Péko	Population hôte
Consommer des aliments moins préférés car moins chers	88,9%	91,1%
Dépendre des aides des parents ou amis	88,0%	84,4%
Diminuer la quantité de nourriture lors des repas	82,2%	77,7%
Réduire les quantités consommées par les adultes/mères au profit des jeunes enfants	82,8%	75,5%
Réduire le nombre de repas par jour	55,1%	42,2%

*rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

### **III.4.5 Stratégies de survie basées sur les moyens d'existence**

En plus des stratégies d'adaptation alimentaires, les populations ont recours à des stratégies de survie qui s'appuient sur les moyens d'existence. L'indication des stratégies de survie est dérivée d'une série de questions concernant l'expérience des ménages en matière de stress des moyens de subsistance et d'épuisement des actifs au cours des 30 jours précédant l'enquête. Les réponses sont utilisées pour comprendre le stress et l'insécurité auxquels sont confrontés les ménages et leur capacité à tenir compte de la productivité future. Toutes les stratégies sont classées en trois grands groupes, y compris le stress, la crise et les stratégies d'urgence.

- Les stratégies de stress, comme l'emprunt d'argent ou les économies de dépenses, sont celles qui indiquent une capacité réduite à faire face à des chocs futurs en raison d'une réduction actuelle des ressources ou d'une augmentation des dettes.
- Les stratégies de crise, comme la vente d'actifs productifs, réduisent directement la productivité future, y compris la formation de capital humain.
- Les stratégies d'urgence, comme la vente de terres, affectent la productivité future, mais sont plus difficiles à inverser ou plus dramatiques dans la nature.

Les résultats de l'enquête démontrent que seulement 21,8% des ménages sondés ne se sont pas engagés dans des stratégies de survie durant les 30 jours précédant l'enquête. En outre, 42,4% se sont engagés dans des stratégies de stress, 30,6% dans des stratégies de crise et 5,3% dans des stratégies d'urgences. Les stratégies d'adaptation les plus utilisées par chaque groupe de populations sont citées dans le tableau ci-dessous. On remarque qu'en général, les ménages déplacés ont plus recours à des stratégies de stress (46,6%) et d'urgence (6,1%) que les ménages hôtes. De ce fait, plus de 64,1% ont emprunté de l'argent, 49,3% ont emprunté de la nourriture auprès de membres de la famille ou l'ont acheté à crédit. L'emprunt d'argent et le crédit peuvent minimiser la capacité des populations à faire face aux déficits alimentaires et non alimentaires en situation de chocs.

En ce qui concerne les populations hôtes, on remarque que 63,1% d'entre eux ont emprunté de l'argent, 24,8% ont consommé des récoltes précoces et 12,8% ont déstocké leurs animaux. La consommation de récoltes précoces peut réduire le niveau de stocks de vivres et augmente par conséquent le risque d'insécurité alimentaire et vulnérabilité.

**Tableau 6: Stratégies de survie par zones géographique et par type de populations**

Stratégies de survie		PDI	Populations hôtes
Stress	Emprunter de l'argent	64,1%	63,1%
	Emprunter de la nourriture auprès d'amis ou acheter la nourriture à crédit	49,3%	42,2%
Crise	Retirer les enfants de l'école	6,7%	5,3%
	Consommer des récoltes précoces	16,0%	24,8%
Urgence	Vente anormale d'animaux (déstockage)	7,6%	12,8%

*rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

### **III.4.6 Part des dépenses alimentaires :**

La part des dépenses alimentaires dans les dépenses totales d'un ménage donne une indication sur son niveau de vulnérabilité économique. Selon la méthodologie du PAM, si un ménage consacre plus de 65% de son revenu à l'achat de nourriture celui-ci est considéré dans une situation de vulnérabilité économique élevée et indique par conséquent des signes de forte insécurité alimentaire.

Les résultats de l'étude démontrent qu'en moyenne, la majorité des ménages consacre en moyenne 60,5% de leur revenu à l'achat de nourriture. On remarque que 44,6% des populations déplacées et 44,3% des populations hôtes consacrent plus de 65% de leur revenu dans des



dépenses alimentaires. Chose qui démontre que les deux groupes de populations affichent les mêmes niveaux de vulnérabilité économique.

**Tableau 7: part des dépenses alimentaires par type de populations**

<b>Part des dépenses alimentaires</b>	<b>PDI</b>	<b>Populations hôtes</b>
Faible (Part <50%)	30,9%	25,5%
Moyenne (50%-65%)	24,5%	30,1%
Elevée (65% -75%)	21,3%	20,9%
Très élevée (Part >75%)	23,3%	23,4%
<b>Moyenne</b>	<b>59%</b>	<b>62%</b>

*rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

### III.4.7 Indice de sécurité alimentaire/ analyse CARI:

CARI signifie *Consolidated Approach to Reporting on food security Indicators* ou Approche consolidée du rapportage des indicateurs de sécurité alimentaire. C'est une approche standardisée pour l'évaluation et le rapportage des niveaux d'insécurité alimentaire des ménages. Elle aboutit à une console de sécurité alimentaire qui soutient l'agrégation systématique et transparente de trois indicateurs de sécurité alimentaire à savoir ; le score de consommation alimentaire, la part des dépenses alimentaires et le recours aux stratégies de survie. Au centre de cette démarche, résulte une classification explicite des ménages en quatre groupes descriptifs : en sécurité alimentaire, en sécurité alimentaire légère, en insécurité alimentaire modérée et en insécurité alimentaire sévère. La classification fournit une estimation de l'insécurité alimentaire au sein de la population cible, qu'elle soit calculée au niveau national ou sous-national. La console de sécurité alimentaire est le résultat final de la CARI et donne un indicateur synthétique appelé indice de sécurité alimentaire (FSI) - exprimé en % - qui représente l'état global de la sécurité alimentaire de la population.

Le tableau ci-dessous donne une description des profils des populations par catégories de sécurité alimentaire.

**Tableau 8: Description des catégories de sécurité alimentaire**

Indice de sécurité alimentaire	Description	Statut
<b>Sécurité alimentaire</b>	Capable de satisfaire les besoins alimentaires et non alimentaires essentiels sans se lancer dans des stratégies atypiques d'adaptation	<b>En sécurité alimentaire</b>
<b>Sécurité alimentaire légère</b>	A une consommation alimentaire adéquate minimale sans avoir recours à des stratégies d'adaptation irréversibles; Incapable de payer certaines dépenses non alimentaires essentielles	
<b>Insécurité alimentaire modérée</b>	A des déficits significatifs en matière de consommation alimentaire, ou est marginalement capable de répondre aux besoins alimentaires minimaux seulement avec des stratégies d'adaptation irréversibles	<b>En insécurité alimentaire</b>
<b>Insécurité alimentaire sévère</b>	A des déficits extrêmes dans la consommation alimentaire, ou une perte extrême de moyens de subsistance conduira à des écarts de consommation alimentaire, ou pire	

La **Tableau 9** affiche les niveaux d'insécurité alimentaire globale dans les régions de déplacement. 50% des populations déplacées et hôtes sont en insécurité alimentaire parmi lesquelles 12% sont en insécurité alimentaire sévère et 38% en insécurité alimentaire modérée. Chez les déplacés, ces très haut niveaux d'insécurité alimentaire (56,5%) sont dus au fait que ceux-ci ont perdu leurs moyens de subsistance après leur départ du Mont Péko et qu'ils dépendent actuellement fortement de certains supports extérieurs comme l'emprunt, l'achat en crédit et les transferts d'argent.

De plus, Les populations déplacées s’engagent dans des activités précaires (travail journalier et petits métiers) pour subvenir à leurs besoins ; d’après les résultats, 98,5% de ses populations déplacées estiment ne pas avoir atteint leur niveau économique d’avant déplacement. Par conséquent, ils consomment des aliments moins diversifiés et s’engagent fortement dans des stratégies d’adaptation alimentaire et de survie, chose qui exacerbe leur résilience et accentue leur vulnérabilité.

En ce qui concerne les populations hôtes, les hauts niveaux d’insécurité alimentaire (41,5%) sont aussi fortement liés aux faibles niveaux de diversité alimentaire, mais aussi à la dépendance des transferts d’argent, et aux contrats de travail journalier précaires.

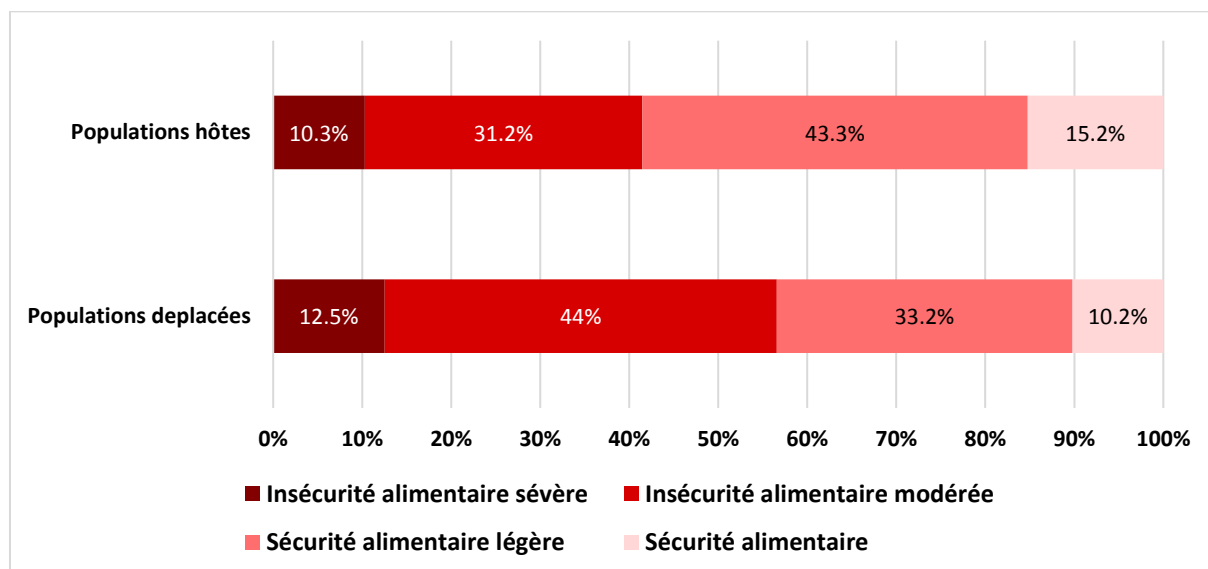
**Tableau 9: Console de la prévalence d’insécurité alimentaire**

Console CARI JAM Octobre 2016						
Domaine		Indicateur	Sécurité alimentaire	Sécurité alimentaire Légère	Insécurité alimentaire modérée	Insécurité alimentaire sévère
Statut actuel	La consommation de nourriture	Score de consommation alimentaire	Acceptable 47%	N/A	Limite 21%	Pauvre 32%
La capacité d’adaptation	Vulnérabilité économique	La part des dépenses alimentaires	Part <50% 29%	50% - 65% 27%	65% - 75% 21%	Part >75% 24%
	Epuisement des actifs	Stratégies de survie	Aucune 22%	Stress 42%	Crise 31%	Urgence 5%
Classification Globale (FSI)			12%	38%	38%	12%

*rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

Une analyse comparative globale de la sécurité alimentaire entre les deux groupes de populations ciblées indique que les niveaux d’insécurité alimentaire sont plus élevés chez les populations déplacées. En ce qui concerne l’insécurité alimentaire modérée, 44% des populations déplacées se trouvent dans cette catégorie contre 31,2% chez les populations hôtes. Alors que, 12,5% des populations déplacées et 10,3% des populations hôtes sont en insécurité alimentaire sévère. (**Graphique 6**).

**Graphique 6: Prévalence d'insécurité alimentaire par types de populations**



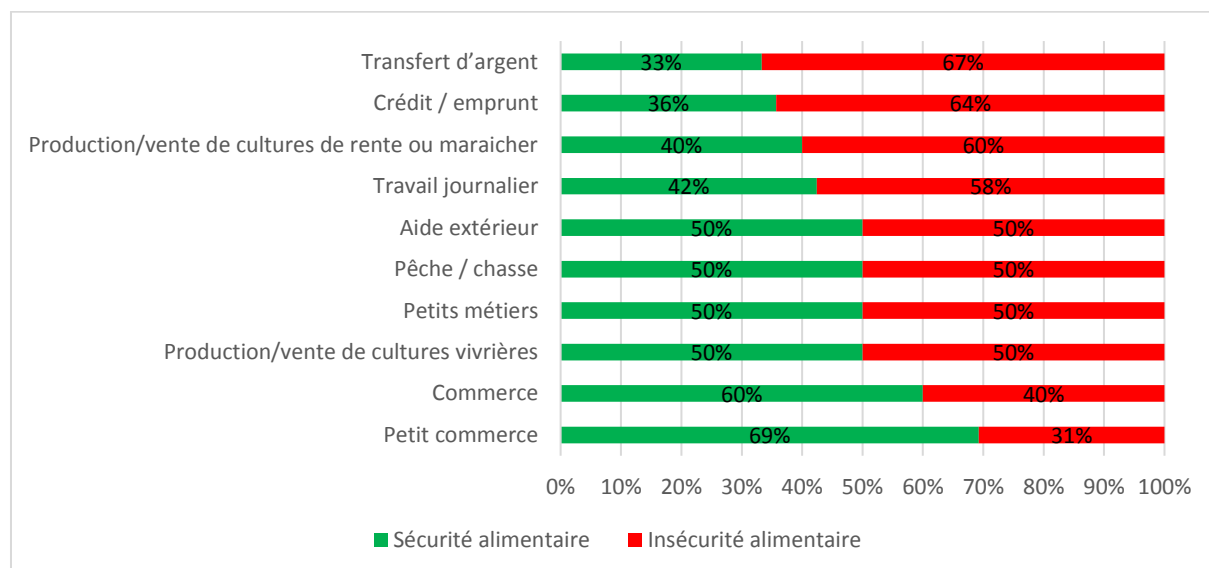
*rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

### III.4.8 Profils des personnes en insécurité alimentaire :

D'une manière générale, les niveaux d'insécurité alimentaire sont plus élevés chez les ménages dirigés par des hommes (50,7 %) que chez ceux dirigés par des femmes (43,2%). Chez les populations déplacées, ce sont les ménages dirigés par des femmes qui enregistrent des taux d'insécurité alimentaire élevés, 61% contre 56% pour ceux dirigés par des hommes. L'insécurité alimentaire sévère touche près de 19,5% des ménages dirigés par des femmes.

Chez les populations déplacées, les personnes le plus vulnérables à l'insécurité alimentaire sont celles qui dépendent majoritairement de l'aide (transfert d'argent, crédit et emprunt, aide extérieure), celles qui s'engagent dans le travail journalier et celles qui dépendent des revenus des activités de rente. (**Graphique 7**).

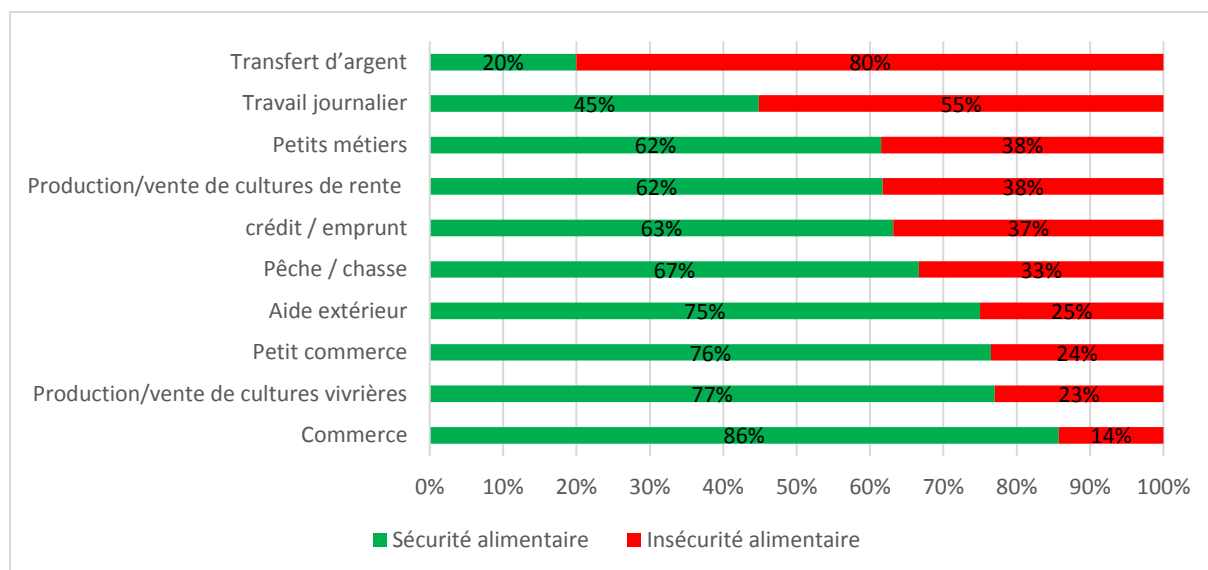
**Graphique 7: Prévalence d'insécurité alimentaire et sources de revenu – Populations déplacées**



*rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

Les personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire chez les populations hôtes sont celles qui dépendent du transfert d'argent, du travail journalier et des petits métiers (**Graphique 8**).

**Graphique 8: Prévalence d'insécurité alimentaire et sources de revenu – Populations hôtes**



*rEFSA Octobre 2016 (Données quantitatives)*

## IV Conclusions :

- Les niveaux d'insécurité alimentaire sont très préoccupants dans les zones de déplacement. Les populations déplacées comme les communautés hôtes montrent des signes de vulnérabilité économique et alimentaire très préoccupants.
- Les populations déplacées du Mont Péko ont perdu leurs moyens de subsistance et font face à de très grosses difficultés pour retrouver un niveau économique acceptable.
- La majorité des populations dépendent des marchés pour accéder à leur nourriture et les prix des denrées alimentaires sont en hausse.
- Près de 45% des communautés hôtes et 60% des populations déplacées ont une diversité alimentaire faible à limite.
- Les deux groupes (déplacés et communautés hôtes) entretiennent des activités de subsistance précaires (peu génératrices de revenu) et s'engagent par conséquent dans des stratégies de subsistances non durables.

Cette situation pourrait s'aggraver d'avantage si les interventions nécessaires à améliorer la sécurité alimentaire et la situation socio-économique des populations vulnérables ainsi qu'à la création/restauration de leurs moyens de subsistance ne sont pas initiées rapidement. Cette situation pourrait par ailleurs aboutir des stratégies de subsistance illégales comme des vols ou la réintégration dans d'autres réserves naturelles.

Le manque d'opportunité économique dans la zone et les conflits fonciers qui peuvent être engendrés par l'afflux massif de populations dans une zone déjà vulnérable est source de conflit intercommunautaire.

La situation est d'autant plus préoccupante, qu'il n'existe plus de fonds d'intervention disponible pour couvrir les besoins humanitaires de ces populations. La fin de consommation de l'assistance du PAM se clôturera en février 2017. Le Gouvernement et ses partenaires doivent trouver des réponses rapidement avant d'entrer dans une phase critique.

## V Recommandations :

Recommandations	Responsabilité	Populations Ciblées	Calendrier
Fournir une assistance alimentaire d'urgence aux populations en insécurité alimentaire (modérée et sévère).	Gouvernement et ses partenaires dont le PAM	Populations déplacées internes Populations hôtes	Janvier – Mars 2017
Identifier/quantifier la volonté d'installation dans la zone du Mont Péko ou le départ vers d'autres régions ou les zones d'origines des PDI. (Quid acceptation des communautés d'accueil)	Gouvernement, HCR	Populations déplacées internes	Janvier – Février 2017
En général, soutenir les déplacés qui ont affiché leur volonté de rester dans la zone à s'intégrer dans la communauté (cohésion sociale) et reprendre des activités.	Gouvernement, PAM, FAO	Populations déplacées internes Populations hôtes	Janvier – Juin 2017
Recenser les terres de production disponibles.	ANADER, FAO	Populations déplacées internes	Janvier – Mars 2017
De manière spécifique (i) appuyer l'aménagement des bas-fonds (ii) apporter les intrants agricoles (semences, engrais et matériels) et (iii) identifier et appuyer la mise en place d'autre AGR (petits commerce, aviculture,...)	Gouvernement, PAM, FAO, ONG	Populations déplacées internes Populations hôtes	Janvier – Avril 2017
Mener une enquête post-distribution pour monitorer la situation de sécurité alimentaire.	PAM	Populations déplacées internes Populations hôtes	Décembre 2017
Promouvoir les synergies entre les programmes des différents acteurs afin d'accroître l'efficacité des interventions	TOUS	Populations déplacées internes Populations hôtes	Janvier – Décembre 2017